



caritas
L U X E M B O U R G

2017¹

Sozialbarometer

Publication trimestrielle sur la
situation sociale du Luxembourg

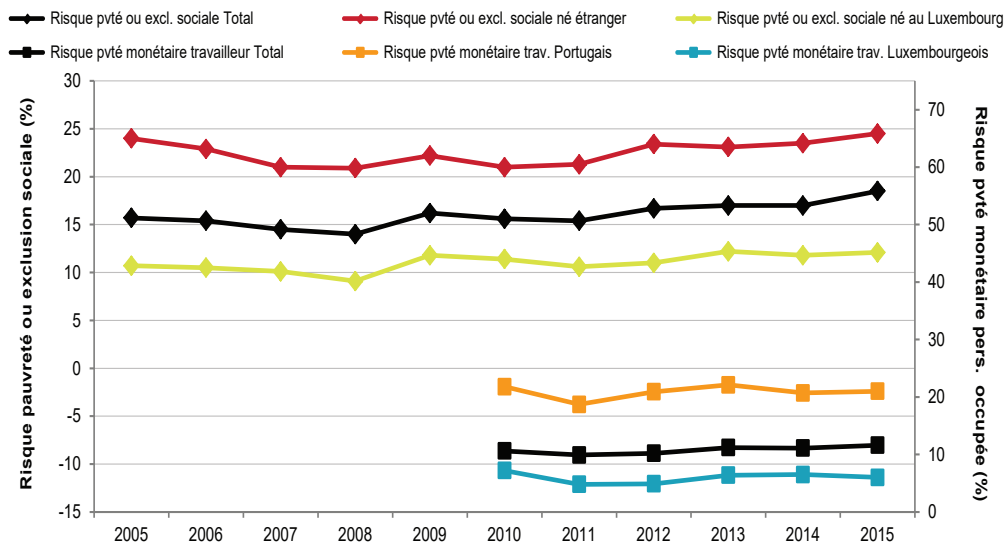
N° 7, Avril 2017

Nouvelles nationales

- Le 1^{er} janvier 2017 sont entrés en vigueur l'augmentation du Salaire social minimum, des pensions et du RMG. En même temps, la première tranche indiciaire depuis octobre 2013 a donné un deuxième coup d'accélérateur au poids d'achat : <http://www.gouvernement.lu/6621686/02-parametres-sociaux?context=519177>.
- Dans le cadre de la loi sur la « Klimabank », votée le 23 décembre 2016, a été signée le 18 janvier 2017 une convention entre le gouvernement et les principales banques de la place : <http://www.gouvernement.lu/6658309/18-pret-climatique?context=519177>.
- Le 18 janvier 2017 a été présenté à la Chambre des députés l'audit du Service central d'assistance social (SCAS) : <http://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/Actualite/ALaUne/?current=true&urile=wcm%3Apath%3Aactualite.public.chd.lu/ST-www.chd.lu/sa-actualites/e7d8d0a7-8ca7-46cf-9a35-dc5d92efbf77>.
- Le 27 janvier 2017 a été déposé à la Chambre des députés le projet de loi N° 7113 remplaçant le RMG par le Revis (Revenu d'inclusion sociale) : http://www.chd.lu/wps/PA_RoleDesAffaires/FTSByteServletImpl?path=/export/exped/sexdpata/Mag/0001/038/2388.pdf.
- Le 31 janvier 2017 ont débuté à la Chambre des députés les travaux relatifs au Projet de loi N° 7056 concernant la réforme du plan hospitalier : <http://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailALaChambre/Recherche/RoleDesAffaires?action=doDocpaDetails&backto=/wps/portal/public/Accueil/Actualite&id=7056>.
- Le 1^{er} février 2017 a été publié le modèle de gouvernance pour coordonner les travaux suite à l'étude stratégique de Troisième Révolution Industrielle (Rifkin) : <http://www.gouvernement.lu/6691354/01-revolution-industrielle?context=519177> ; et le 30 mars 2017 a eu lieu la première réunion du Comité de suivi stratégique :
- Le 1^{er} février 2017 s'est tenu une réunion du gouvernement et des partenaires sociaux au sujet du Plan National de Réforme dans le cadre de la stratégie Europe 2020 : <http://www.ces.public.lu/fr/actualites/2017/01/semestre-europeen.html>. (la deuxième réunion a eu lieu le 13 mars 2017 : <http://www.ogbl.lu/blog/le-chomage-et-les-inegalites-sociales-persistent>).
- Le 10 février 2017 le gouvernement a décidé une adaptation du montant du revenu ouvrant droit à la subvention logement : <http://www.gouvernement.lu/6714466/10-conseil-gouvernement?context=519177>.
- Le 8 mars 2017 le conseil de gouvernement a approuvé le PIA (Parcours d'intégration accompagné) pour étrangers arrivant au Luxembourg : <http://www.gouvernement.lu/6780315/08-conseil-gouvernement?context=519177>.
- Le 22 mars 2017 le conseil de gouvernement a adopté le projet de loi N° 7xxx incluant la réglementation cc. le « Baulandvertrag » : <http://www.gouvernement.lu/6818739/22-conseil-gouvernement?context=519177>.
- Le 23 mars 2017 la Chambre des Députés a voté le Projet de loi N° 6916 portant réforme du Fonds du Logement : <http://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailALaChambre/Recherche/RoleDesAffaires?action=doDocpaDetails&backto=/wps/portal/public/Accueil/TravailALaChambre&id=6916>.
- Le 31 mars 2017 le Conseil de gouvernement a avalisé le projet de règlement grand-ducal cc. la subvention pour ménages à faible revenu et la subvention du maintien scolaire : <http://www.gouvernement.lu/6854410/31-conseil-gouvernement?context=519177>.

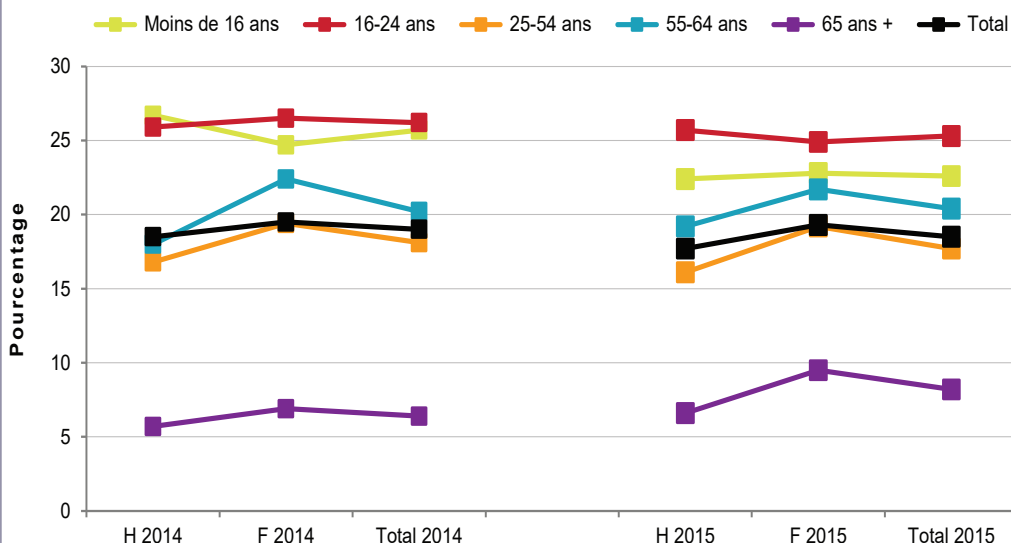
PAUVRETÉ ET SANTÉ

Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (18 ans et plus) et risque de pauvreté monétaire pour les personnes en activité (18 ans et plus)



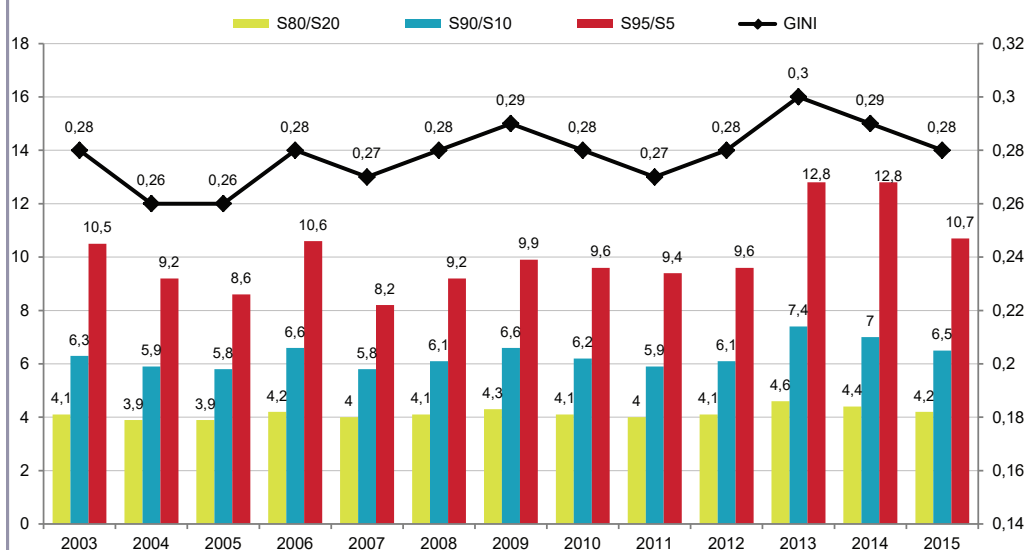
Source : Eurostat et Statec

Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale par âge et sexe pour 2014 et 2015



Source : Eurostat

Évolution des inégalités : Coefficient de GINI et écarts interquintiles 2003-2015



Source : Statec

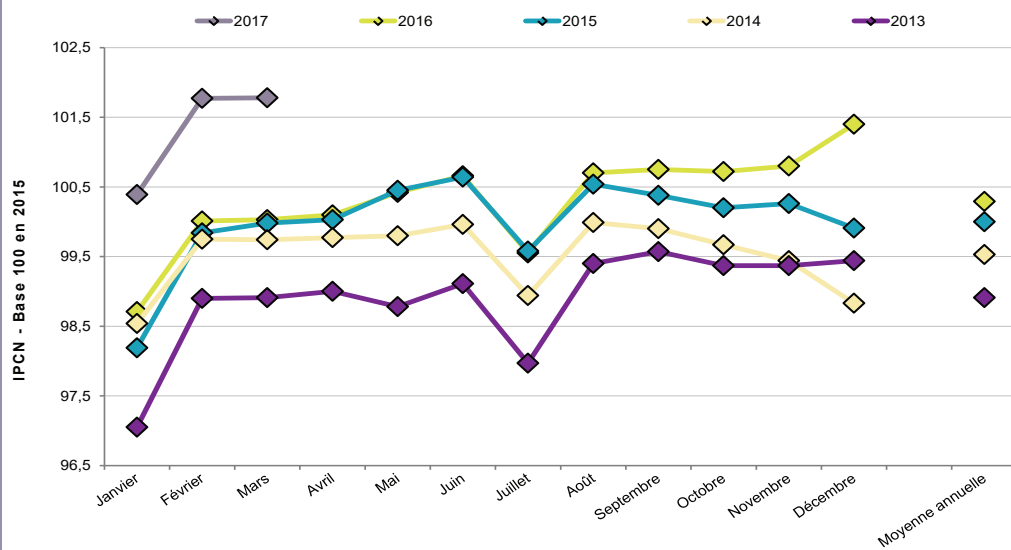
Tiers payant social (TPS)

	2013		2014		2015	
	Factures	Montant liquidé €	Factures	Montant liquidé €	Factures	Montant liquidé €
Janvier	10	628,01	1 341	85 368,69	1 714	101 757,73
Février	181	9 142,09	1 279	79 462,11	1 817	113 640,64
Mars	440	23 013,01	1 480	98 994,28	1 799	119 748,94
Avril	643	36 392,47	1 126	75 321,92	2 435	156 881,09
Mai	904	55 276,90	1 828	123 930,63	1 241	76 722,09
Juin	1 016	60 996,30	1 081	71 211,63	2 518	164 536,55
Juillet	1 034	65 051,48	1 723	118 033,94	2 446	156 963,55
Août	1 211	78 347,67	1 240	83 738,58	1 765	110 561,23
Septembre	909	53 489,38	1 156	72 086,29	1 423	92 732,37
Octobre	1 584	95 547,01	1 778	109 139,84	2 621	163 955,17
Novembre	1 045	67 014,50	1 494	101 092,81	2 164	134 812,67
Décembre	1 230	81 683,56	1 610	100 328,48	2 876	182 487,54
Total	10 207	626 582,38	17 136	1 118 709,20	24 819	1 574 799,57

Source : Ministère de la Sécurité sociale

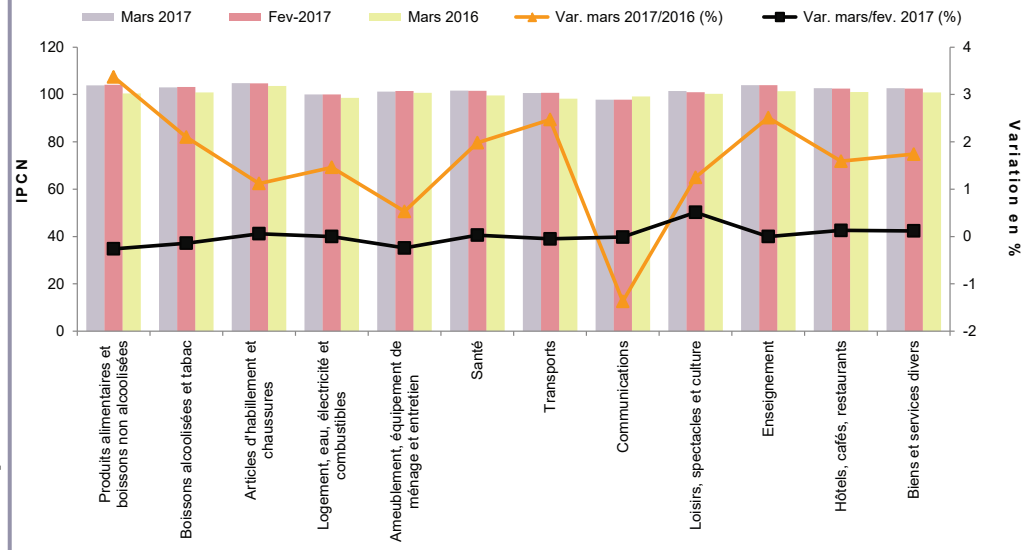
INFLATION

Évolution de l'indice des prix à la consommation national (IPCN)



Source : Statoc

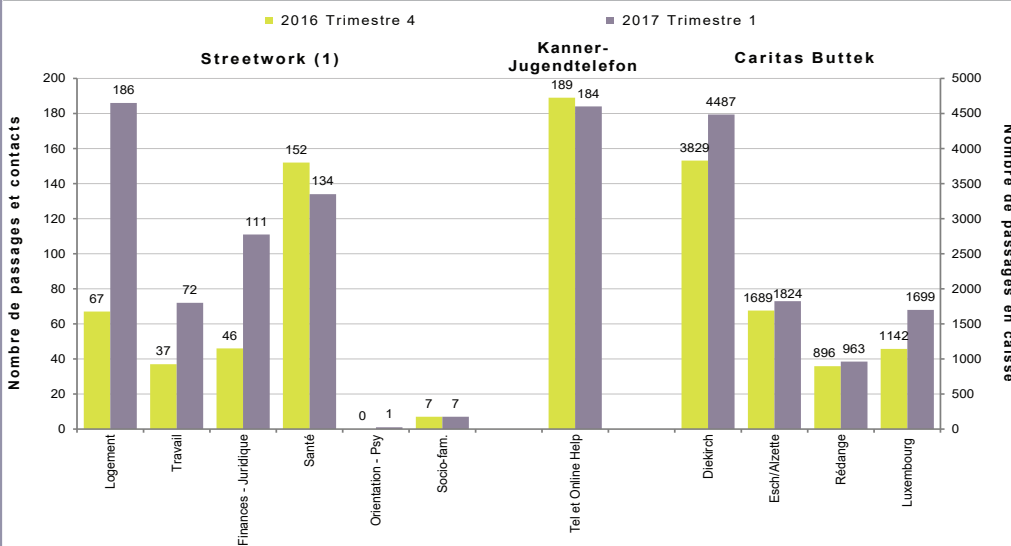
Évolution des prix à la consommation IPCN des 12 catégories de biens courants



Source : Statoc

FRÉQUENTATION DES SERVICES CARITAS

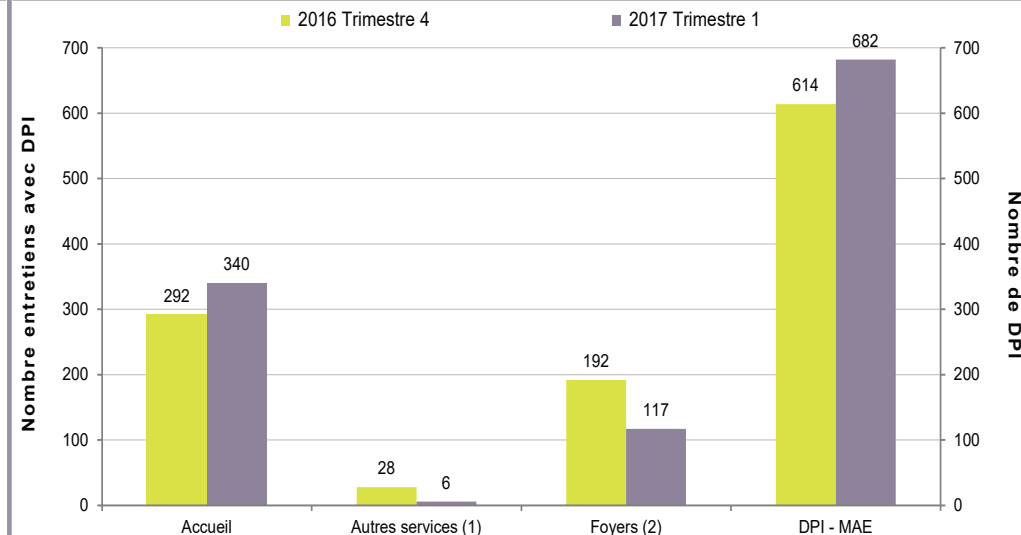
Statistiques internes : situation pour le dernier trimestre 2016 et pour le premier trimestre 2017



(1) Nouvelle catégorie : « socio-familiale » et disparition de la catégorie « Aide ponctuelle ».

Source : Caritas Luxembourg

Demandeurs de protection internationale: nombre de demandes MAE et nombre de contacts DPI auprès des services Caritas (janvier, février et mars 2017)



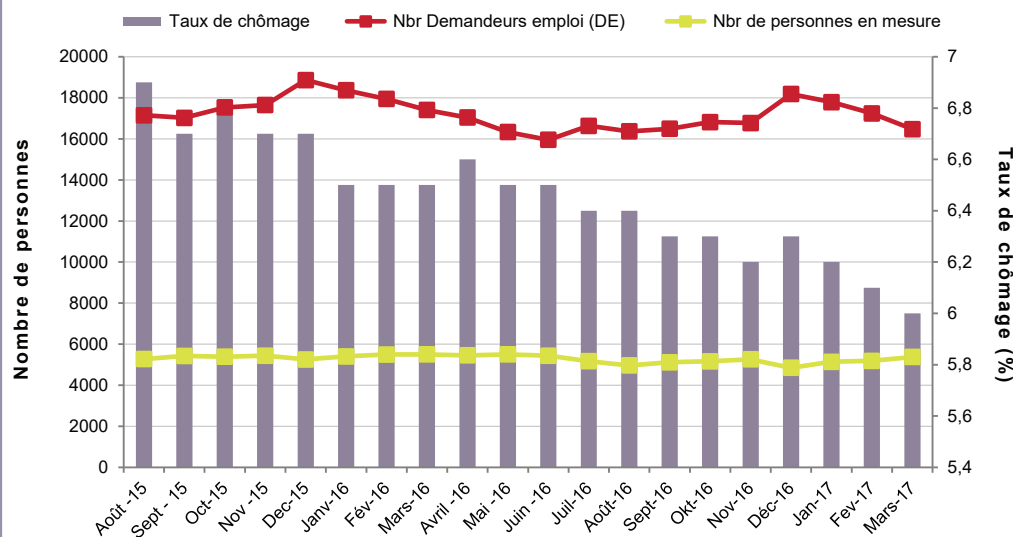
(1) : Comprend les Classes passerelles et Suivi de DPI dans le cadre de l'ONE (Educ'actif).

(2) : Comprend les foyers : St Antoine (Luxembourg), Ettelbrück, Diekirch, Esch/Alzette, Marienthal, Michelau, Wiltz, Senator, Noppeney et Differdingen.

Source: Direction de l'Immigration et Caritas Luxembourg

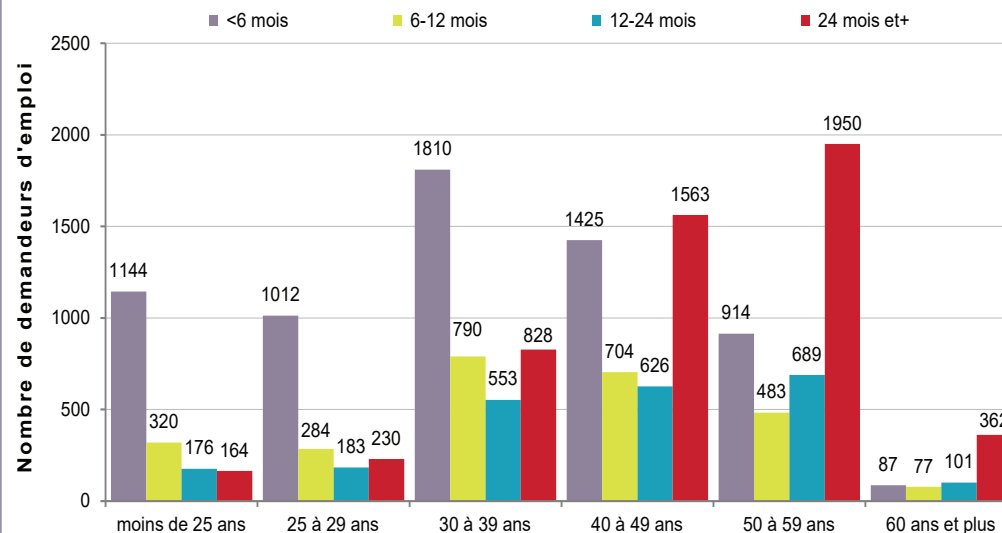
EMPLOI

Évolution du taux de chômage, du nombre de demandeurs d'emploi et des personnes occupant des postes dans le cadre des mesures à l'emploi



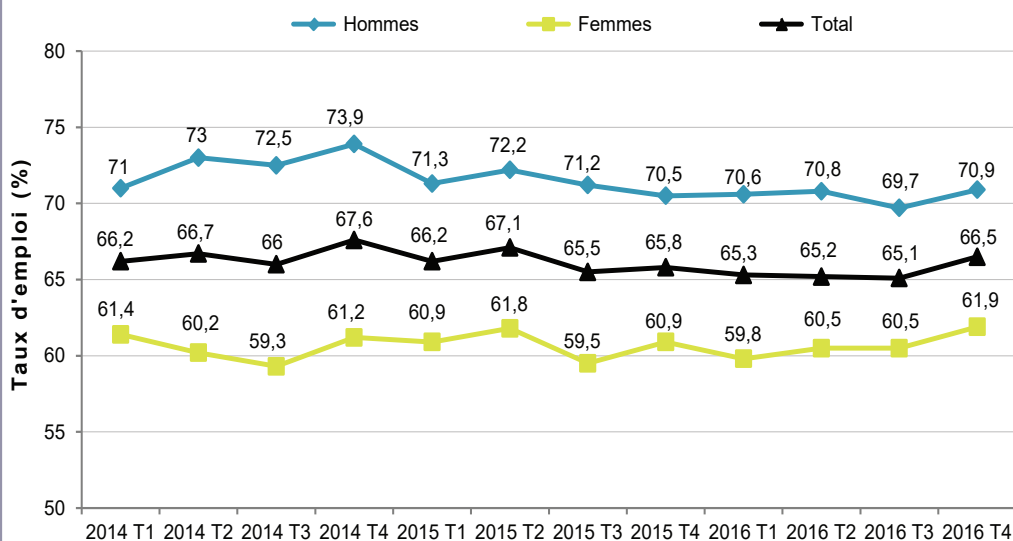
Source : Adem

Durée de chômage en mois selon l'âge des demandeurs d'emploi (mars 2017)



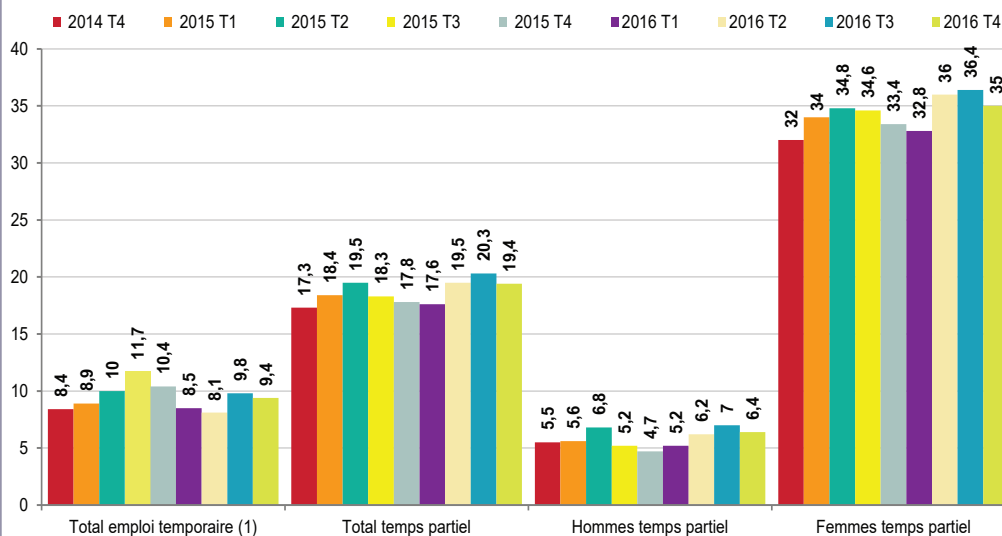
Source : Adem

Taux d'emploi selon le sexe



Source : Eurostat

Salariés en emploi temporaire / partiel en pourcentage de l'emploi salarié total, par sexe (%)

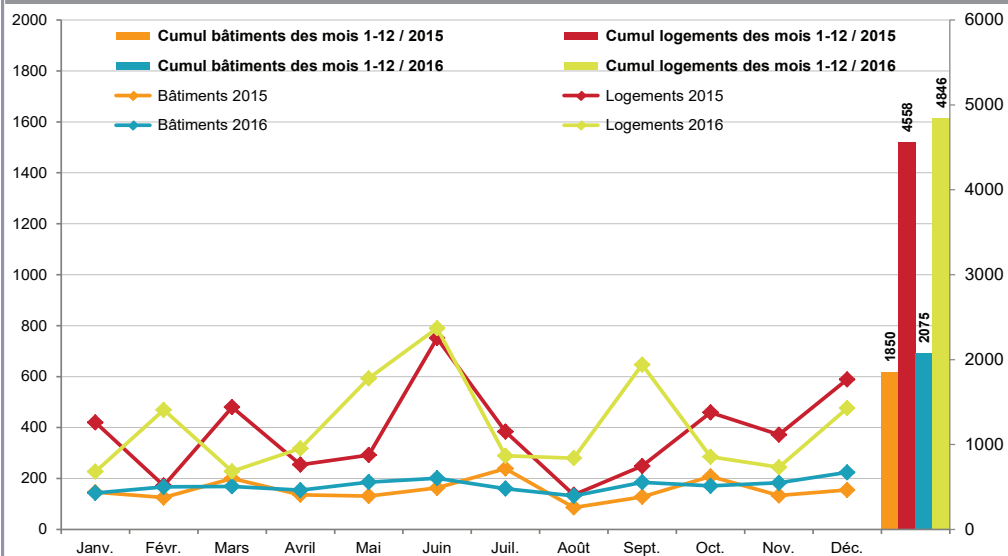


(1) Pas différence significative de l'emploi temporaire selon le sexe.

Source : Eurostat

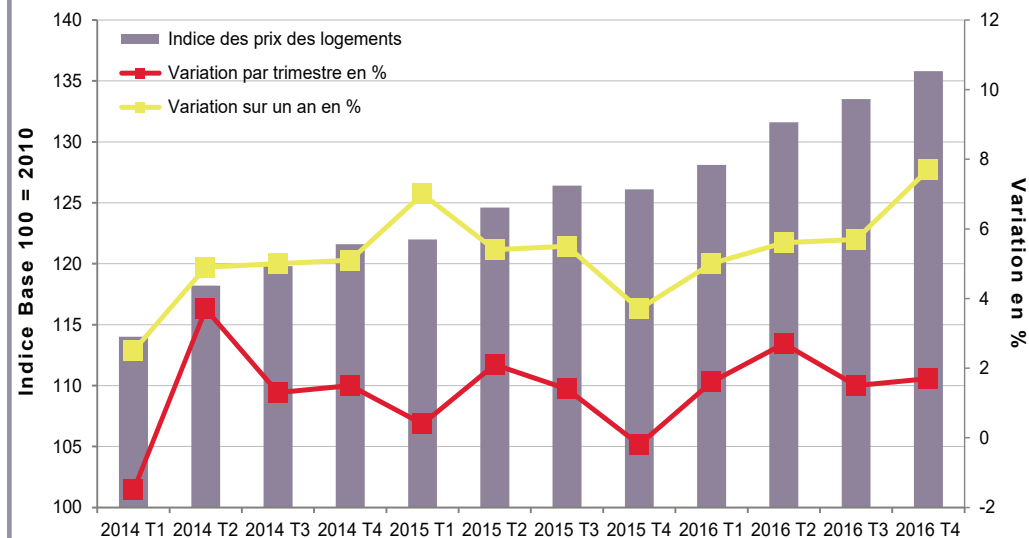
LOGEMENT

Évolution mensuelle des autorisations de bâtir 2015-2016



Source : Stavec

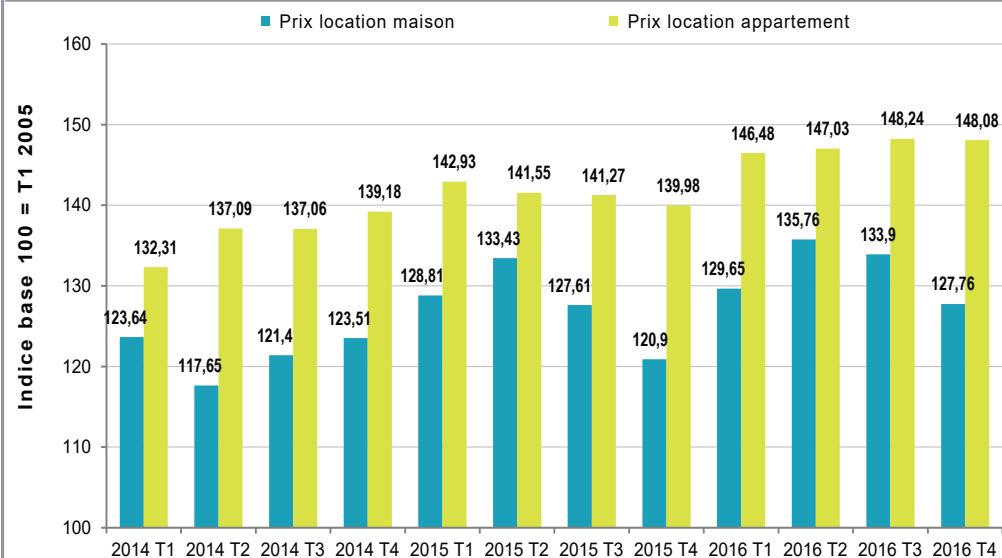
Évolution des prix de vente des logements (anciens et neufs)*



* Appartements et maisons sauf logements neufs seulement appartements

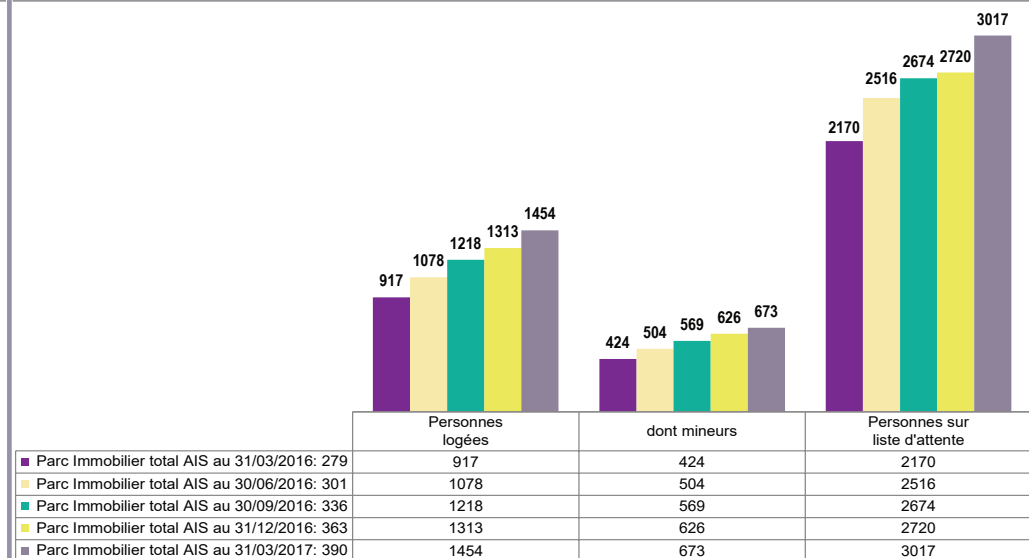
Source : Stavec

Prix proposés à la location



Source : Observatoire de l'Habitat

Parc immobilier géré par l'Agence Immobilière Sociale



■ Parc Immobilier total AIS au 31/03/2016: 279	917	424	2170
■ Parc Immobilier total AIS au 30/06/2016: 301	1078	504	2516
■ Parc Immobilier total AIS au 30/09/2016: 336	1218	569	2674
■ Parc Immobilier total AIS au 31/12/2016: 363	1313	626	2720
■ Parc Immobilier total AIS au 31/03/2017: 390	1454	673	3017

Source : Agence Immobilière Sociale (AIS)

Nouvelles européennes

- Le 23 janvier 2017 a eu lieu à Bruxelles une conférence de haut niveau pour faire le point sur la consultation publique concernant le Pilier (ou socle) Européen de Droits Sociaux (PEDS ou SEDS, European Pillar of Social Rights, EPSR) : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-114_fr.htm?locale=en.
- Le 22 février 2017, dans le cadre du semestre européen, la Commission Européenne a publié le « paquet d'hiver », contenant surtout les rapports par pays sur leur développement en ligne avec leurs PNR (Programmes Nationaux de Réforme) et leurs PSC (Programmes de Stabilisation ou de Convergence) et les recommandations par pays reçues de la part du Conseil Européen en juin 2016 : http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-17-309_fr.htm.
- Le 1^{er} mars 2017 le président de la Commission européenne a présenté son livre blanc sur l'avenir de l'Union européenne : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-385_fr.htm.

Nouvelles mondiales

- Une situation de famine au Soudan du Sud a été officiellement déclarée le 20 février 2017. La déclaration a émanée de la part de la FAO, de l'Unicef et du PAM. La famine menace également d'autres pays de la corne de l'Afrique, comme la Somalie et le Yémen : http://www.epo.de/index.php?option=com_content&view=article&id=13651:suedsudan-nur-noch-wenig-zeit-menschenleben-zu-retten&catid=13:humanitaere-hilfe&Itemid=55.
- Le 16 mars 2017 le Parlement européen a adopté le Règlement sur l'approvisionnement responsable en minerais provenant des régions en conflit ou dites à haut risques (l'extraction et le commerce des minerais sont liés à des conflits et à des atteintes aux droits humains ; l'UE est une destination majeure pour les minerais, importés en Europe sous forme brute et sous forme de composants de produits du quotidien – téléphones et ordinateurs portables et moteurs). Le réseau européen pour l'Afrique centrale (EurAc) a publié le 22 mars 2017 son nouveau rapport : <http://www.eurac-network.org/en/press-releases/new-report-accompanying-measures-eu-regulation-responsible-mineral-sourcing-towards>.
- Le 22 mars 2017 UNICEF vient de publier son dernier rapport Thirsting for a Future: Water and children in a changing climate. Plus de 80% des eaux usées résultant des activités humaines sont déversées dans les rivières ou la mer sans aucune dépollution. Au moins 1,8 milliard de personnes dans le monde utilisent une source d'eau potable qui est contaminée par des matières fécales. L'exploitation des eaux usées représente une véritable opportunité en raison de l'abondance de cette ressource. Traitées de manière sûre, les eaux usées représentent une source durable en eau, en énergie, en nutriments et autres matériaux récupérables : https://www.unicef.org/publications/index_95074.html.
- Le 27 mars 2017, presque 200 organisations de la société civile interpellent la Commission Européenne pour une transformation profonde du système agricole et alimentaire afin de garantir une bonne alimentation et une bonne agriculture en s'engageant contre la fusion des multinationales de l'agroindustrie : http://www.epo.de/index.php?option=com_content&view=article&id=13647:offener-brief-an-die-europaeische-kommission-fusionen-von-agrarkonzernen-verhindern&catid=14&Itemid=88.

Caritas Luxembourg agit pour la cohésion et l'inclusion sociale au Luxembourg et dans le monde. L'option préférentielle pour les pauvres rend attentif aux populations vulnérables, que ce soient des familles monoparentales, enfants et jeunes, migrants et réfugiés, personnes défavorisées, sans-abri ou en situation de logement ou de revenus précaires, personnes temporairement dans l'incapacité de gérer leur vie. Au niveau international, Caritas Luxembourg est aux côtés des victimes de catastrophes naturelles et de conflits violents. Caritas Luxembourg c.-à-d. la Fondation Caritas Luxembourg, Caritas Accueil et Solidarité a.s.b.l., Caritas Jeunes et Familles a.s.b.l. ainsi que Caritas Enfants et Familles a.s.b.l., est membre de Caritas Internationalis et de Caritas Europa. Pour plus d'informations : www.caritas.lu.

Publication « Sozialbarometer » : La publication que vous tenez en main se veut un complément au « Sozialalmanach », publication annuelle sur la situation sociale du Luxembourg. Le « Sozialbarometer » paraît trimestriellement pour donner une vue d'ensemble rapide du trimestre écoulé, ceci à l'aide de quelques nouvelles courtes (avec des liens pour en savoir plus) et surtout des statistiques, graphes et tableaux. Vous êtes libres de continuer ce « Sozialbarometer » à ceux que vous jugez intéressés, vous êtes aussi libres de copier des éléments à condition de nommer la source.

L'équipe de rédaction :

Nathalie Georges : Tél. 40 21 31-252, nathalie.georges@caritas.lu

Carole Reckinger: Tél. 40 21 31 518, carole.reckinger@caritas.lu

Robert Urbé : Tél. 40 21 31-230, robert.urbe@caritas.lu

Secrétariat : Lydie Krecké : Tél. 40 21 31-200, lydie.krecke@caritas.lu

Sources : Agence pour le développement de l'emploi (Adem), Agence Immobilière Sociale (AIS), Caritas Luxembourg, Eurostat, Ministère des Affaires Etrangères (Direction de l'Immigration), Ministère de la Sécurité sociale, Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché du Luxembourg (STATEC), Observatoire de l'Habitat.

